

Principaux résultats

Au sein de l'OCDE, entre 2000 et 2015, les dépenses publiques au titre des pensions de vieillesse et de réversion en espèces ont progressé, passant de 6.6 % du produit intérieur brut (PIB) en moyenne à 8.0 %. Les pensions publiques constituent souvent le plus gros poste de dépenses sociales ; en 2015, elles représentaient en moyenne 18.4 % des dépenses publiques totales.

La Grèce est le pays de l'OCDE qui a consacré la plus forte proportion du revenu national aux pensions publiques en 2015, soit 16.9 % du PIB. Les autres pays qui affichent des dépenses brutes élevées au titre des régimes publics de retraite se situent aussi en Europe continentale : il s'agit de l'Italie (16.2 % du PIB), et de l'Autriche, de la France et du Portugal (entre 13 % et 14 % du PIB environ). Dans ces pays, les retraites publiques représentent en général entre un quart et un tiers des dépenses publiques.

L'Islande et le Mexique ont respectivement consacré 2.1 % et 2.2 % de leur PIB aux pensions de retraite publiques. Ces dépenses sont également peu élevées en Corée (2.9 % du PIB). Le Mexique a une population relativement jeune, ce qui est également le cas, mais dans une moindre mesure, de l'Islande, où le revenu des retraités provient en grande partie de régimes de retraite professionnels obligatoires (voir l'indicateur suivant « Dépenses de retraite : régimes publics et régimes privés »), si bien que les régimes publics y occupent une place plus marginale ; l'âge de la retraite y est en outre élevé (67 ans). Le régime de retraite coréen n'est pas encore arrivé à maturité : le régime public lié aux rémunérations n'a été établi qu'en 1988, et le nouveau dispositif de pensions de base ciblées n'a été institué qu'en 2014. Au Mexique, le faible niveau des dépenses témoigne aussi de la couverture relativement limitée des dispositifs de retraite (quelque 35 % des salariés seulement).

Les dépenses sont également modérées dans des pays qui bénéficient d'un contexte démographique favorable, comme l'Australie, le Canada, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande. Ce n'est cependant pas toujours le cas : bien qu'elle se classe au deuxième rang des pays de l'OCDE les plus jeunes du point de vue démographique, la Turquie consacre 7.1 % de son PIB aux retraites publiques. Ce pourcentage est supérieur à celui observé aux Pays-Bas, en Suisse et au Royaume-Uni, alors que ces pays comptent une proportion plus élevée de personnes âgées de plus de 65 ans que la Turquie.

Évolution

Au cours de la période 1990-2015, les dépenses publiques de retraite sont restées relativement stables, en proportion du PIB, dans dix pays : Allemagne, Australie, Islande, Israël, Lituanie, Nouvelle-Zélande, Pologne, Slovaquie, Suède et Suisse.

Entre 2000 et 2015, elles ont augmenté de plus de quatre points de PIB en Finlande, en Grèce, au Portugal et en Turquie, et de deux à trois points en Espagne, en France, en Italie et au Japon.

Dépenses brutes et nettes

L'avant-dernière colonne du tableau présente les dépenses publiques en termes nets, c'est-à-dire après impôts et cotisations acquittés sur les prestations de retraite. Les dépenses nettes sont sensiblement inférieures aux dépenses brutes en Autriche, en Belgique, en France, en Italie, en Pologne, en Suisse et dans les pays nordiques, en raison des impôts sur les prestations de retraite. Les dépenses brutes sont comparables aux dépenses nettes lorsque les retraites ne sont pas imposables, comme en République slovaque, ou quand les prestations publiques sont globalement inférieures aux allègements fiscaux de base (Australie, Irlande, République tchèque et Slovaquie).

Prestations en nature

La dernière colonne du tableau indique le total des dépenses publiques brutes en faveur des personnes âgées, prestations en nature comprises. Au Danemark, en Norvège et en Suède, les prestations en nature sont supérieures à 2 % du PIB. Les plus élevées sont les allocations logement. Elles sont définies comme des « prestations en nature » parce qu'elles sont fonction de dépenses particulières des individus. L'Australie, la Finlande, le Japon et les Pays-Bas affichent également des dépenses élevées au titre de ces prestations.

Tableau 8.3. Dépenses publiques au titre des prestations de vieillesse et des pensions de réversion

	Niveau (en % du total des dépenses publiques)		Niveau (en % du PIB)					Variation	Niveau en termes nets (en % du PIB)	Total, dont prestations en nature (en % du PIB)
	2000	2015	1990	2000	2005	2010	2015	2000-2015	2015	2015
Allemagne	24.2	23.1	9.5	10.8	11.1	10.6	10.1	-0.7	9.7	10.1
Australie	11.4	11.4	3.1	4.7	3.7	3.8	4.3	-0.4	4.3	5.3
Autriche	23.3	26.1	11.3	11.9	11.9	13.0	13.3	1.4	10.9	13.9
Belgique	17.8	19.9	8.9	8.8	8.9	9.8	10.7	2.0	9.3	11.0
Canada	10.1	11.5	4.2	4.2	4.0	4.3	4.7	0.5	4.4	4.7
Chili			8.0	5.0	3.7	3.4	2.9	-2.1	2.9	2.9
Corée	5.4	9.0	0.7	1.3	1.5	2.1	2.9	1.6	2.9	3.0
Danemark	12.0	14.8	6.1	6.3	6.5	7.2	8.1	1.8	5.9	10.2
Espagne	21.5	25.2	7.7	8.4	7.9	9.1	11.0	2.6	10.5	11.6
Estonie	16.5	17.4		6.0	5.3	7.6	7.0	1.0	6.9	7.1
États-Unis	16.7	18.7	5.8	5.6	5.7	6.6	7.1	1.4	6.5	7.1
Finlande	15.5	20.0	7.2	7.4	8.1	9.8	11.4	4.0	9.2	13.0
France	22.2	24.4	10.4	11.4	12.0	13.2	13.9	2.5	12.5	14.3
Grèce	21.9	31.3	9.5	10.2	11.4	14.2	16.9	6.7	15.7	16.9
Hongrie	15.8	18.4		7.4	8.3	9.6	9.2	1.8	9.2	9.7
Irlande	9.5	12.4	4.8	2.9	3.2	4.9	3.6	0.7	3.5	3.9
Islande	5.1	4.9	2.2	2.1	1.9	1.6	2.1	0.0	1.8	2.5
Israël	9.4	12.0		4.5	4.7	4.8	4.8	0.3	4.8	5.4
Italie	28.9	32.2	11.4	13.5	13.7	15.4	16.2	2.7	13.2	16.2
Japon		23.9	4.7	7.0	8.1	9.6	9.4	2.4	8.9	11.1
Lettonie	23.2	18.4		8.7	5.5	9.3	7.0	-1.6	6.7	7.4
Lituanie	17.9	19.2		7.1	5.7	7.7	6.7	-0.4		6.9
Luxembourg	18.8	20.1	7.8	7.1	7.8	8.0	8.4	1.2	7.1	8.4
Mexique		7.9	0.4	0.8	1.0	1.6	2.2	1.5	2.2	2.2
Norvège	11.2	13.5	5.5	4.7	4.8	5.2	6.6	1.9	5.3	8.8
Nouvelle-Zélande	13.0	12.7	7.2	4.8	4.2	4.6	4.9	0.1	4.2	4.9
Pays-Bas	11.2	12.0	6.3	4.7	4.7	5.0	5.4	0.7	4.9	6.2
Pologne	24.9	26.4	5.0	10.5	11.3	11.1	11.1	0.7	9.6	11.2
Portugal	18.3	27.7	4.8	7.8	10.0	12.0	13.3	5.5	13.3	13.4
République slovaque	12.0	16.2		6.3	6.0	6.8	7.3	1.1	7.3	7.6
République tchèque	16.8	19.4	5.6	6.9	6.7	8.1	8.1	1.2	8.1	8.3
Royaume-Uni	13.4	14.8	4.5	4.8	5.0	6.3	6.2	1.4	5.9	6.6
Slovénie	22.4	23.3		10.3	9.7	11.0	11.1	0.8	11.1	11.3
Suède	12.9	14.4	7.3	6.9	7.2	7.3	7.2	0.3	5.5	9.4
Suisse	17.8	19.1	5.1	6.0	6.2	6.1	6.5	0.5	5.1	6.8
Turquie		21.4	0.7	1.8	6.0	7.4	7.1	5.3	7.1	7.1
OCDE	16.3	18.4	6.3	6.6	6.8	7.7	8.0	1.4	7.3	8.5

Note : Voir Adema, W. et M. Ladaïque (2009), « How Expensive is the Welfare State? Gross and Net Indicators in the OECD Social Expenditure Database (SOCX) », Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 92, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/220615515052> pour de plus amples détails sur les données, les sources et la méthodologie.

Source : Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (SOCX) ; OCDE, Base de données des Principaux indicateurs économique.



Extrait de :
Pensions at a Glance 2019
OECD and G20 Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/b6d3dcfc-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Dépenses publiques de retraite », dans *Pensions at a Glance 2019 : OECD and G20 Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/27cb022e-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.